

# RENTRÉE : IL FAUT DES MOYENS POUR L'ÉDUCATION DANS L'ESSONNE !

Nicole Belloubet assure sur France Inter que "dans l'immense majorité des cas, les professeurs sont là", mais "n'exclut pas quelques cas ponctuels". Pourtant, malgré un recours de plus en plus massif aux contractuel·les, il manque des personnels dans la majorité des établissements. Dans le 1er degré, il y a maintenant 475 contractuel·les recruté·es (130 nouveaux contrats). Pour mettre « *un enseignant devant chaque classe à la rentrée* », la DSDEN « puise » dans les moyens de remplacement, la brigade, pour garantir l'accueil des élèves...

Sur 1600 stagiaires du second degré sur l'académie, 300 ne se sont pas présenté·es. Ce chiffre est la triste illustration du manque d'attractivité du métier d'enseignant·e.

## Évaluations nationales : perte de sens du métier !

Ces évaluations nationales obligatoires permettent de trier et classer les élèves, de les stigmatiser rapidement comme « bons ou mauvais » élèves, mais également d'anticiper le tri social qui s'organise au collège et au lycée professionnel avec les « groupes de niveau ». **Ces évaluations visent aussi et surtout les enseignant·es. La DSDEN l'assume « A IPS équivalent si on constate des différences, ça ouvre une réflexion pour les corps d'inspection... »**

## La gestion des lycées par Péresse est un naufrage !

Depuis des années, dans l'Essonne, des centaines d'élèves se retrouvent sans place en 2nde bac Pro ou en STMG à la rentrée. Par manque de place, on propose des redoublements à des élèves qui ont reçu des avis favorables en conseil de classe. La DSDEN vient de prendre la décision de saturer les classes avec le passage de 30 à 32 élèves des classes de 2nde Bac Pro tertiaire et à 36 des 1èreSTMG. L'année dernière déjà, ils avaient fait le pari du décrochage scolaire pour offrir une place à chaque élève en assumant pratiquer le « surbooking » ! En effet, cette situation, qui dure depuis plusieurs années, est notamment liée aux fermetures de formations professionnelles tertiaires mais aussi à la saturation des lycées. La communication du Conseil Régional annonce fièrement 2 800 nouvelles places de 2016 à 2024. Sur la même période, le 91 a accueilli plus de 6 000 élèves supplémentaires. Derrière la communication, c'est le chaos !

## Du fric pour l'Ecole Publique !

L'éphémère ministre Oudéa-Castéra a eu le mérite de mettre en lumière l'importance des financements publics pour l'école privée. L'établissement Stanislas, visé par un rapport de l'inspection générale pointant des dérives sexistes ou homophobes, a empoché 1,5 million d'euros de « bonus » en 8 ans. En Île-de-France, en 8 ans, Péresse a multiplié par six le montant des versements au privé!

Entre 2016 et 2023, les régions ont versé plus d'1,2 milliard d'euros de subventions facultatives aux lycées privés. Elles financent du pur investissement : travaux sur le bâti (agrandissement, rénovation énergétique, internat...), équipements pédagogiques. Ces enveloppes d'argent public ont donc pour spécificité de rendre le privé toujours plus attractif et concurrentiel. Tous les enfants ne sont pas impactés par le manque de moyens!

**Mardi 1er octobre 2024 : toutes et tous en grève !**

**Pour la retraite à 60 ans, pour des hausses de salaires, pour des moyens dans les services publics !**

**Manifestation 14 h Denfert-Rochereau**

## Coups de rabet sur le collège

Après la suppression de la 5e composante du repas à la cantine, le département annonce une nouvelle politique d'austérité : baisse de la dotation par élève, baisse du financement des sorties scolaires dont « collège au cinéma »... Extension de la privatisation de l'entretien dans 17 collèges, mise en place de médiateurs départementaux sur des missions jusqu'à présent dévolus à des personnels d'état...

## Pas d'AESH : c'est pour ton bien !

Il manque au moins 600 places en établissements spécialisés (IME, ITEP, EREA...). La DSDEN n'arrive pas à recruter suffisamment d'AESH. Mais ils font preuve d'une imagination débordante pour réduire les besoins. La DSDEN est persuadée d'être plus experte que les professionnels de la MDPH : il faudrait moins de notifications individuelles et plus de notifications collectives. En CSA-D, l'administration fait une conclusion tout en cynisme : le manque d'AESH va permettre de favoriser l'autonomie des élèves en situation de handicap.

## Lycée Pro : direct vers France Travail ?

Nous entrons dans la dernière année de la mise en place de la réforme du lycée pro, dont la philosophie est proche de la loi « plein emploi » : fournir rapidement de la main d'œuvre aux secteurs « en tension », sans jamais poser la question des conditions de travail et des salaires. Le dispositif « Ambition Emploi », présenté comme un dispositif contre le décrochage scolaire, est édifiant. Des boîtes d'intérim viendront rencontrer les élèves ! C'est l'organisation de la précarité et d'une sortie de l'école !

Le projet d'aménagement de l'année de terminale est profondément néfaste. En effet, les élèves seront soumis à un calendrier démentiel avec des épreuves anticipées à la mi-mai. Puis, ils auront le « choix » d'un parcours diversifié, soit par des PFMP (Période de Formation en Milieu Professionnel, stage en entreprise) supplémentaires gratifiées, soit par de la préparation à l'enseignement supérieur. Ce choix en est-il vraiment un ? Les élèves issus de milieu défavorisé seront peut-être enclins à choisir les PFMP pour la gratification et ce, même s'ils ou elles ont l'intention de poursuivre dans l'enseignement supérieur. C'est un renforcement du tri social !



## Exigeons un plan d'urgence pour l'Essonne !

- ♦ une carte élargie de l'Éducation Prioritaire
- ♦ réduction des effectifs par classe ; des moyens pour dédoubler
- ♦ revalorisation salariale immédiate de 400 €, hausse de la valeur du point d'indice et des grilles indiciaires
- ♦ Des moyens à la hauteur des enjeux démographiques !

### Adhérer



## Pour défendre nos droits

**pour améliorer nos conditions de travail et de salaires,  
la solution est de lutter et de s'organiser !**

**CGT Educ'action 91**

12 place des terrasses de l'Agora 91000 Évry

01.60.78.41.49 (permanences le jeudi)

91@cgteduc.fr

www.cgteduc91.fr

Facebook : CGT Education 91